



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

République démocratique du Congo

Plan de réponse avril-décembre 2020

Atténuer l'impact de la maladie à coronavirus 2019 (covid-19)
sur la sécurité alimentaire

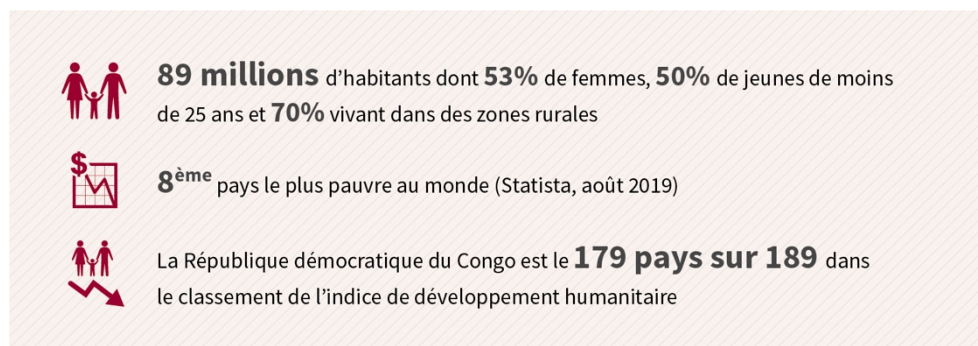


Les frontières et les noms et autres appellations qui figurent sur cette carte n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes pointillées sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

Photo de couverture: ©FAO/Barbara Gravelli

Contexte

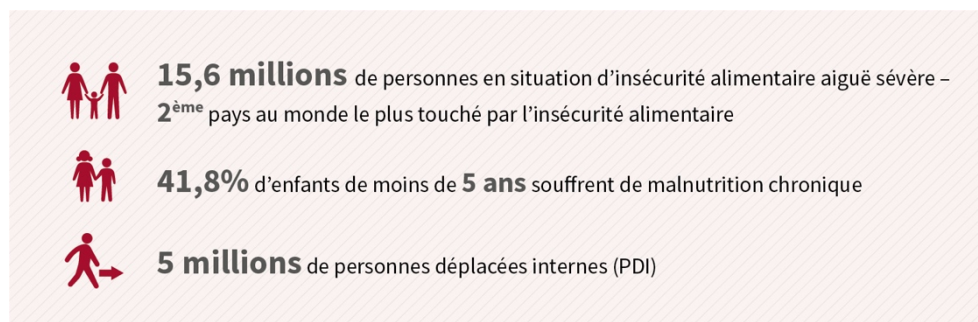
Des fragilités multidimensionnelles, structurelles et éparses



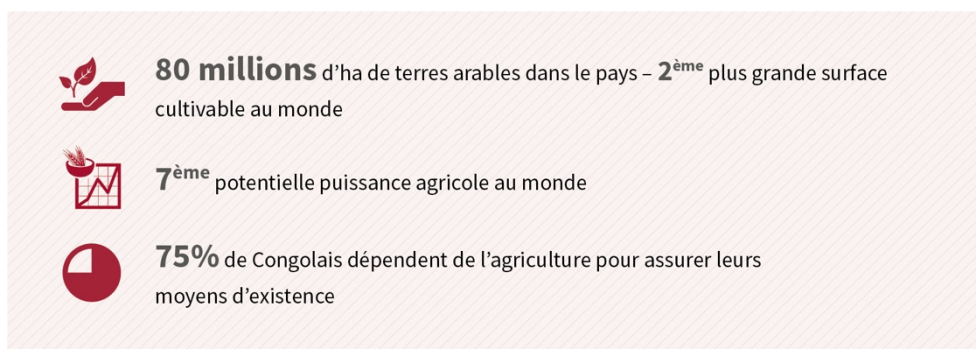
La République démocratique du Congo est confrontée à des défis liés à la vulnérabilité de sa population et à l'insécurité alimentaire, principalement en raison d'un accès réduit aux services de base et aux infrastructures, à l'insécurité, aux conflits, et aux épidémies et épizooties. Si chaque région présente des risques et des vulnérabilités différentes selon le contexte, depuis plus de deux décennies, l'est du pays est régulièrement touché par des conflits récurrents entre les différents groupes armés et/ou entre les Forces armées de la République démocratique du Congo.

Par ailleurs, la prévalence des maladies à caractère épidémique (cholera, maladie à virus Ébola, paludisme, rougeole) contribue à la fragilité structurelle du pays, qui aggrave l'accès déjà limité des populations aux services sociaux de base. Aujourd'hui, la maladie à coronavirus 2019 (covid-19) touche la population congolaise et vient détériorer la situation d'un pays déjà fortement affaibli par les effets des épidémies. Sur le plan de l'élevage, la pseudo peste aviaire est présente sur 99 pour cent du territoire contre 31 pour cent pour la peste des petits ruminants et 27,5 pour cent pour la peste porcine africaine. Les conflits, l'insécurité, les problèmes sanitaires et les mouvements de population ont perturbé les systèmes de production et de commercialisation des aliments de base au niveau de la plupart des provinces et des territoires, occasionnant ainsi une insécurité alimentaire et des taux de malnutrition alarmants.

Un pays en crise alimentaire en dépit de son potentiel



L'agriculture et les ressources naturelles de la République démocratique du Congo constituent les piliers de l'économie du pays. En effet, plus de 75 pour cent de la population tire ses moyens d'existence du secteur agricole. De plus, le pays renferme la deuxième plus grande forêt tropicale au monde et son potentiel agricole peut nourrir quelque 2 milliards de personnes. Malgré ses capacités, la République démocratique du Congo reste le deuxième pays le plus touché par l'insécurité alimentaire aiguë, après le Yémen, selon le tout récent Rapport mondial sur les crises alimentaires. La dernière analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire ([IPC], août 2019) fait état de 15,6 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë sévère. La malnutrition demeure aussi très préoccupante avec 4,7 millions de personnes touchées.



Les échanges commerciaux avec les pays limitrophes et entre les provinces jouent un rôle important pour assurer la sécurité alimentaire et la continuité des chaînes de valeur. La République démocratique du Congo est le pays comptant le plus grand nombre de pays limitrophes en Afrique. Ces neuf pays – Angola, Burundi, République centrafricaine, République du Congo, Rwanda, Ouganda, Soudan du Sud, République-Unie de Tanzanie et Zambie – contribuent à la vie socio-économique des provinces limitrophes et du reste du pays. Le commerce, notamment des produits alimentaires, occupe une place prépondérante. Les activités connexes de la ferme à la fourchette, entre autres le transport, la manutention, les taxes et le commerce des produits agricoles contribuent fortement à l'économie des ménages et à l'économie locale.

Le secteur informel domine largement le marché du travail avec 88,8 pour cent d'emplois informels (Institut national de la statistique, 2012). La création d'emplois pour les jeunes, qui constituent 50 pour cent de la population, reste un besoin pressant. Par ailleurs, malgré les dispositions de la loi sur la parité, de grandes disparités entre les hommes et les femmes demeurent, notamment concernant l'accès aux emplois, à la terre, aux facteurs productifs et à la représentation des femmes au sein des pouvoirs décisionnels. Le secteur agricole contribue encore très faiblement à la création d'emplois (10 pour cent, Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, 2020–2024), et ce malgré un fort potentiel dans le développement des chaînes de valeur. Une croissance inclusive est donc nécessaire pour assurer un développement durable.

Impact de la covid-19 sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence

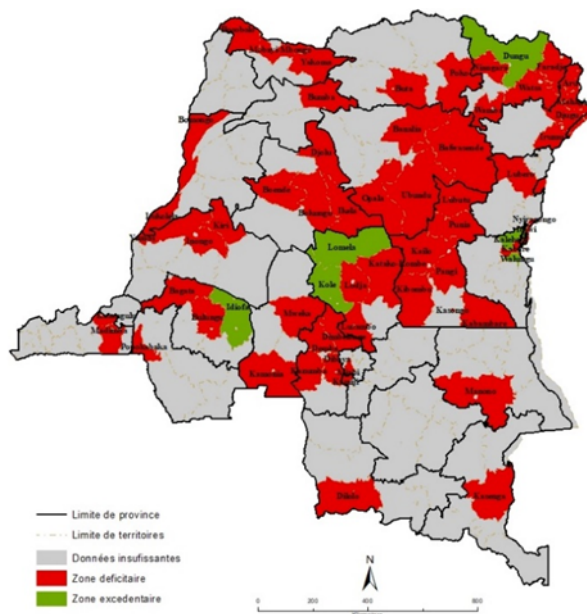
Mise en place de mesures adaptées et progressives

L'épidémie a été déclarée le 10 mars 2020 et est devenue en quelques jours une pandémie à l'échelle mondiale. Le 29 avril 2020, 491 cas étaient enregistrés, dont 30 décès, 59 guérisons et sept provinces touchées au total – Kinshasa, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Haut Katanga, Ituri, Kongo Central et Kwilu. Les mesures prises actuellement s'articulent autour de: (i) l'interdiction des regroupements de plus de 20 personnes dans tout le pays; (ii) l'interdiction d'entrer et de sortir de la ville de Kinshasa; (iii) la suspension des vols internationaux; (iv) la fermeture des frontières terrestres; (v) le confinement de la commune de la Gombe à Kinshasa; (vi) le confinement de la ville de Goma; et (vii) l'application de mesures préventives contre la propagation du virus (distance physique, lavage des mains, prise de température, utilisation des masques et des gants) qui sont fortement recommandées. La transmission au niveau communautaire constitue le risque majeur de propagation du virus. Ce plan de réponse dynamique est basé sur un scénario préliminaire considérant la diffusion du virus dans plusieurs provinces.

Disponibilité alimentaire faible et peu diversifiée

La République démocratique du Congo est marquée par un déficit en céréales d'environ 9 millions de tonnes, en légumineuses à hauteur de 3,3 millions de tonnes, ainsi qu'en produits d'origine animale (lait et œufs). La production actuelle de tubercules, notamment de manioc, permet de couvrir les besoins immédiats des populations (selon la Mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire [CFSAM] de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO] et du Programme alimentaire mondial [PAM], 2019). L'approvisionnement à partir des pays limitrophes et les échanges intra- et inter-provinces, notamment la production agricole de l'Est (composée principalement de maïs, d'haricots, de riz, de pommes de terre, de viande et de produits laitiers), jouent un rôle important dans la disponibilité alimentaire du pays et la diversification alimentaire du régime des ménages. Ainsi, la fermeture des frontières terrestres, aériennes et fluviales avec les pays voisins, combinée à la restriction des mouvements intra- et inter-provinciaux contribueront à aggraver l'insécurité alimentaire des populations. La réduction de l'accès aux facteurs de production (intrants, main d'œuvre, capital, accès à la terre, etc.); la baisse de la demande au profit des restaurants, hôtels, marchés; les pertes post-récolte et la perturbation des chaînes d'approvisionnement en intrants agricoles vont fortement impacter la production et les récoltes.

Carte 1. Taux de couverture des besoins en céréales (campagne agricole, 2019)



Source: CFSAM, 2019. La carte est conforme à la carte des Nations Unies pour la République démocratique du Congo, octobre 2019.

Calendrier agricole et activités selon les zones d'intervention

Zone écologique	Saison et activités	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Nord (Ouest-Est et Centre)	Saison	Saison sèche		Petite saison pluvieuse (saison B au centre) et Grande saison à l'hémisphère nord)				Saison sèche		Grande saison pluvieuse (Saison A centre) et Début de saison sèche à l'hémisphère nord				
	Activité agricole	Récolte saison A: maïs, haricot, arachide, riz		Semis			Suivi des cultures		Récolte		Semis		Suivi des cultures	
	Activité opérationnelle	Distribution		Plan achat			Mobilisation, protocole d'accord		Distribution				Plan achat, Mobilisation	
												Période de soudure		
Sud	Saison	Saison pluvieuse				Saison sèche				Saison pluvieuse				
	Activité agricole					Principale récolte								
	Activité opérationnelle					Plan achat		Mobilisation		Distribution				

Flambée des prix et tension sociale

Le prix des denrées alimentaires a généralement augmenté au niveau de Kinshasa et dans la plupart des provinces. En effet, la fermeture des frontières, la restriction des mouvements et l'inquiétude sont de nature à réduire l'offre en produits alimentaires. Par ailleurs, le pays dépend des importations de carburant dont l'augmentation du prix conduira à un surenchérissement du prix du transport des produits alimentaires, avec d'autres coûts connexes liés aux risques encourus par les transporteurs et autres intermédiaires. L'impact de la covid-19 va également réduire drastiquement les transferts de fonds de la diaspora congolaise (environ 4 pour cent du PIB et 2 milliards d'USD selon la Banque mondiale) vers leur pays d'origine (représentant 2 à 7 millions de personnes) qui contribuent notamment au pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, la flambée des prix et la baisse consécutive du pouvoir d'achat des populations vulnérables qui dépendent des marchés, laissent présager des tensions sociales (émeutes de la faim) et une possible rupture du fragile contrat social existant entre l'État et la population.

Chaînes de valeur, revenus et emplois

De manière globale, l'accès physique aux marchés est difficile, avec plus de 60 pour cent des routes de desserte agricole endommagées. L'évacuation et le transport des produits agricoles sont principalement assurés par les personnes (sur leurs têtes ou sur le dos) ou à vélo, et dans une moindre mesure par voie fluviale et par camion. Le financement des chaînes de valeur reste aussi limité, exacerbé par un faible dispositif d'institutions financières au niveau décentralisé et par le manque de garantie de la plupart des acteurs. L'accès aux intrants demeure dominé par le marché avec la quasi-absence de systèmes d'approvisionnement durables en intrants de qualité. Les restrictions de mouvements des biens et des personnes risquent d'affecter la disponibilité et l'accès aux intrants agricoles, vétérinaires et piscicoles. Par ailleurs, l'absence de débouchés peut augmenter drastiquement les pertes post-récolte notamment des produits frais tels que le poisson, le lait, les légumes, etc., en raison notamment de l'absence d'infrastructures ou d'équipements adéquats et suffisants pour la conservation, le stockage et la transformation.

Les chaînes de valeur agro-alimentaires offrent beaucoup d'opportunités d'emplois (main d'œuvre journalière liée aux travaux agricoles y inclus la récolte, manutentionnaires, petits commerçants, etc.). Les restrictions de mouvements combinées au confinement même partiel vont limiter les offres, également dans le secteur informel, ce qui va réduire les revenus d'une grande frange de la population. Les jeunes et les femmes risquent d'être fortement touchés par ces restrictions.

Précarité, PDI et réfugiés

La République démocratique du Congo compte quelque 5 millions de PDI et plus de 538 000 réfugiés qui risquent de voir leur situation déjà extrêmement précaire, aggravée par la pandémie. Les conditions d'habitation, d'eau, d'hygiène et d'assainissement laissent présager un risque majeur si un cas se déclarait dans les camps. Par ailleurs, la dégradation de la sécurité alimentaire mettra une pression supplémentaire sur l'aide humanitaire, et le mauvais état des infrastructures, rendra l'accès aux populations vulnérables extrêmement difficile.

Risques environnementaux et protection de la biodiversité

La République démocratique du Congo abrite 47 pour cent des forêts tropicales africaines et constitue ainsi un important réservoir de diversité floristique et faunique. Ces ressources sont fragiles face à la croissance démographique, l'urbanisation et la pauvreté de la population. Des opportunités d'emploi limitées et le manque d'accès à la nourriture peuvent avoir des conséquences désastreuses sur les ressources naturelles, telles que l'accélération de la déforestation et leur surexploitation. Ces facteurs peuvent dégrader les aires protégées et les sites historiques, tel que le parc national Kahuzi-Biega, patrimoine mondial situé dans la province du Sud-Kivu, déjà fragilisé par les conflits. Il est ainsi crucial de préserver la biodiversité pour éviter d'autres crises sanitaires.

Modalités de la réponse

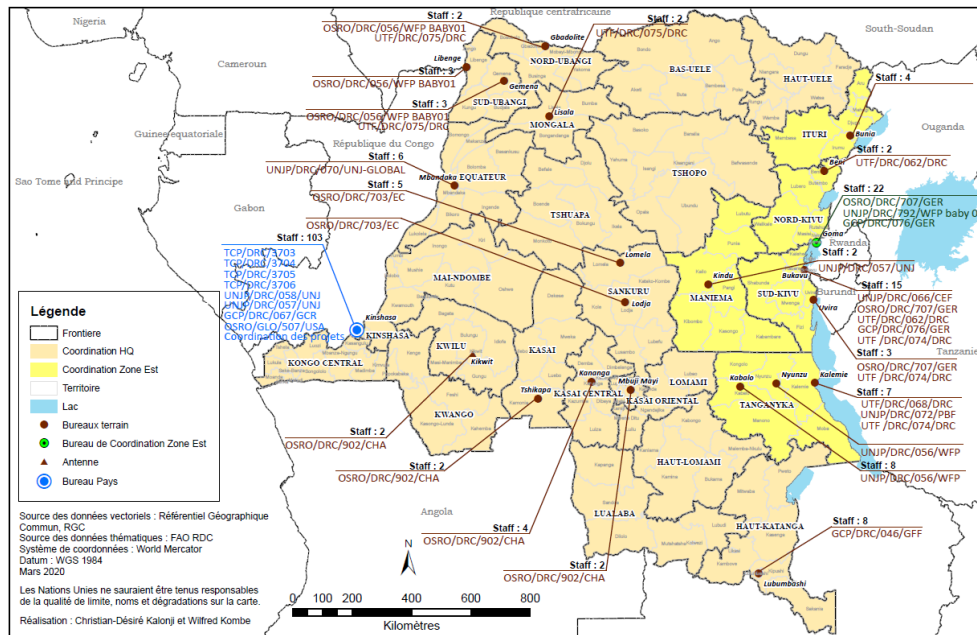
Avantage comparatif

La FAO, présente en République démocratique du Congo depuis 1978, dispose de 18 bureaux répartis dans l'ensemble du pays. Son expertise acquise lors de la gestion de crises de la chaîne de valeur alimentaire (grippe aviaire, Ébola, chenille légionnaire d'automne, criquets pèlerins), de crises économiques (flambée des prix de 2008), de conflits et de risques environnementaux, confère à la FAO un avantage comparatif dans la prévention et la gestion des risques ainsi que pour le développement de solutions durables.

La FAO a une expérience avérée en matière d'information et de sensibilisation qu'elle concrétise à travers la mise en place des clubs d'écoute communautaires (1 468 clubs Dimitra avec 2 millions de bénéficiaires indirects dont 60 pour cent de femmes) et des partenariats avec des radios rurales (par exemple avec la Fondation Hirondelle). Par ailleurs, la FAO a mis en place quelque 3 583 champs écoles paysans en République démocratique du Congo. Ces divers réseaux ont ainsi permis d'atténuer les effets dévastateurs de la chenille légionnaire d'automne, de contribuer aux campagnes de sensibilisation sur la conservation des ressources naturelles et de renforcer les capacités des populations.

L'appui aux chaînes de valeur alimentaires durables constitue un atout important de la FAO dans le cadre de la présente crise qui a notamment perturbé les chaînes d'approvisionnement en intrants et produits agricoles. En matière de conservation, la FAO élaborera sa réponse en fonction du contexte, prévoyant le cas échéant des sacs de stockage amélioré de céréales de Purdue (PICS) et la mise en place de silos. Par ailleurs, le crédit sur nantissement des stocks (warrantage), le développement de plateformes commerciales virtuelles et la réhabilitation/construction des routes de desserte agricole pourront être des éléments constituant la réponse à mettre en œuvre en République démocratique du Congo.

Carte 2. Localisation des projets en cours



Une approche adaptative

La mise en œuvre du Plan de réponse actuel se fera conformément aux priorités nationales et internationales. Ainsi, le Plan de réponse concorde avec le Programme multisectoriel d'urgence d'atténuation des effets de la covid-19 en République démocratique du Congo et avec la composante de la FAO dans le cadre du Plan de réponse humanitaire global des Nations Unies contre la covid-19. Par ailleurs, les efforts s'inscrivent d'une part dans le cadre du Réseau mondial de prévention des crises alimentaires, soutenu par de nombreux partenaires, et d'autre part, au sein de la nouvelle Initiative Main dans la main de la FAO. En outre, l'approche de mise en œuvre s'inscrira dans le cadre du nexus humanitaire-développement-paix et sera souple et adaptative, afin de répondre aux risques et aux vulnérabilités engendrés par la covid-19, notamment en matière d'insécurité alimentaire, de malnutrition et de cohésion sociale. Des protocoles standards pour la distribution de l'aide alimentaire ont été développés et seront appliqués par la FAO. Par ailleurs, pour certaines activités spécifiques, des innovations sont déjà en cours dans le cadre de la mise en œuvre du programme critique de la FAO, telles que la distanciation sociale pour les programmes d'espèces contre travail, la réduction du nombre de participants à certaines activités, etc. La Direction de l'Organisation a adopté une méthode agile quant à la gestion programmatique en instaurant un dialogue hebdomadaire avec les différents chefs de bureaux et responsables de projets.

Enfin, comme l'ensemble du système des Nations Unies, la FAO fournit une assistance aux populations touchées conformément aux normes gouvernementales du pays ciblé. La FAO respecte le principe consistant à ne pas nuire dans toutes ses interventions en veillant au respect de la protection des bénéficiaires, des partenaires et de son personnel.

Des partenariats renforcés

Mis en œuvre en étroite collaboration avec le Gouvernement, le Plan de réponse sollicitera également un fort engagement du Cluster sécurité alimentaire. Les partenariats stratégiques existants entre la FAO, le PAM, l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés seront renforcés pour répondre aux besoins immédiats des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, qui risquent d'être exacerbés par la pandémie. Les messages d'information et de sensibilisation seront adaptés au modèle de l'OMS pour atteindre le plus de personnes possibles notamment en milieu rural.

Ciblage géographique et des bénéficiaires

Le Plan de réponse actuel s'inscrit dans le Plan de réponse humanitaire pour 2020 et vise spécifiquement à atténuer l'impact de la covid-19 dans les zones les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Ainsi, l'intervention de la FAO sera centrée sur les provinces non seulement touchées par la covid-19 mais également classées en Phase 3 (plus de 600 000 personnes) et Phase 4 (plus de 300 000 personnes) de l'IPC. En fonction du scénario défini par la FAO, les provinces de l'Ituri, du Kasaï, du Kasaï central, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika seront assistées en priorité ainsi que la ville de Kinshasa et ses pôles d'approvisionnement en produits alimentaires. Ce ciblage géographique est dynamique et dépend de l'évolution du contexte et des priorités du Gouvernement.

Les catégories de ménages suivantes seront ciblées en priorité:

- Les petits agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs y inclus les femmes dont les avoirs productifs sont à risque.
- Les ménages vulnérables touchés par les déplacements et la covid-19.

Cadre stratégique de la réponse

La priorité est de soutenir les efforts des acteurs de la santé publique afin de contenir la propagation et d'atténuer l'impact socio-économique notamment sur les couches vulnérables. Ainsi, la FAO adoptera une stratégie proactive afin d'anticiper les effets indirects de la covid-19, en protégeant les moyens d'existence des populations et en assurant l'accès à la nourriture des personnes les plus vulnérables, en particulier celles vivant dans des contextes de crise alimentaire. En effet, la fermeture des frontières au niveau régional et international combinée à la restriction des mouvements internes va freiner l'offre et la demande en produits alimentaires et ainsi perturber les chaînes de valeur. Par conséquent, les producteurs agricoles doivent être considérés comme des personnes essentielles en ce qu'ils assurent la sécurité alimentaire du pays, en se basant fortement sur la valorisation des productions locales et des chaînes de valeur.

La stratégie de la FAO vise à renforcer la résilience des populations vulnérables face à la covid-19 et repose sur quatre priorités stratégiques: (i) la prévention de la propagation de la maladie à travers les campagnes d'information et de sensibilisation sur les mesures de prévention; (ii) la fourniture de données probantes pour la programmation et la prise de décision; (iii) le renforcement de la disponibilité et de l'accessibilité aux produits alimentaires; et (iv) une approche de développement territorial des chaînes de valeur.

Résultat 1

La propagation du virus par les cas contacts et les cas communautaires est réduite



Budget

700 000 USD

Produit 1.1

Des messages d'information et de sensibilisation sur la prévention sont diffusés

Activités principales

- Diffuser, en coopération avec l'OMS, des messages multi langues sur les mesures de prévention, à travers les clubs Dimitra (60 pour cent de femmes), les radios rurales, les champs écoles paysans, les organisations de producteurs, les structures traditionnelles, etc.
- Promouvoir de bonnes pratiques de santé, d'hygiène et d'assainissement
- Soutenir des organisations communautaires pour les campagnes d'information et de sensibilisation
- Mettre en place des mesures de prévention dans la mise en œuvre des activités de la FAO, notamment concernant l'utilisation d'équipements de protection individuelle par les partenaires opérationnels

Produit 1.2

Des dispositifs d'hygiène et autres équipements sont développés localement

Activités principales

- Développer localement des dispositifs d'hygiène, notamment pour se laver les mains, avec la participation des jeunes et des femmes
- Appuyer la production locale de savons

Résultat 2

Des données probantes pour la programmation et la prise de décision sont produites



Budget

500 000 USD

Produit 2.1

L'impact de la covid-19 sur la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et les chaînes de valeur est analysé

Activités principales

- Procéder, en partenariat avec le PAM et les partenaires du Cluster sécurité alimentaire, à une analyse des dommages et des pertes liés à la covid-19 sur le plan micro- et macro-économique
- Mener une analyse IPC en tenant compte de l'impact de la covid-19
- Réaliser une cartographie et une analyse des principales chaînes de valeur
- Mettre en place une unité d'analyse et d'alerte rapide multi partenaires (FAO/PAM/UNICEF, Réseau de systèmes d'alerte rapide sur les risques de famine, organisations non gouvernementales, Gouvernement, etc.) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Produit 2.2

La coordination des partenaires du Cluster sécurité alimentaire est renforcée

Activités principales

- Fourniture d'un appui technique sur la gestion de l'information, l'analyse des moyens d'existence et le développement de protocoles standards
- Renforcer les capacités des institutions locales sur les mesures de mitigation des risques dans le secteur agricole et les chaînes alimentaires

Résultat 3

La disponibilité et l'accessibilité aux produits alimentaires diversifiés et sains sont renforcées



Budget

10,2 millions d'USD

Produit 3.1

La production agricole locale est renforcée et diversifiée

Activités principales

- Améliorer, en collaboration avec le PAM, la production de cultures vivrières et maraîchères, le petit élevage, la pêche et l'aquaculture grâce à la distribution d'intrants agricoles, la facilitation de l'accès aux vivres/espèces et aux autres facteurs de production, y compris pour les jeunes et les femmes
- Promouvoir une alimentation nutritive et saine à base des produits locaux pour renforcer le système immunitaire

Produit 3.2

Les filets de sécurité des ménages vulnérables sont renforcés

Activités principales

- Promouvoir les achats locaux de produits agricoles, piscicoles et d'origine animale auprès des petits producteurs et leur redistribution aux ménages vulnérables
- Fournir des transferts monétaires conditionnels et inconditionnels
- Soutenir les associations villageoises d'épargne et de crédit
- Promouvoir des activités génératrices de revenus adaptées aux conditions et sensibles à la non-propagation de la covid-19
- Renforcer la gestion durable des ressources naturelles à travers la restauration et la conservation des terres

Résultat 4

Une approche territoriale de développement des chaînes de valeur est promue



Budget

11,5 millions d'USD

Produit 4.1

Des systèmes d'approvisionnement durables en intrants agricoles sont mis en place

Activités principales

- Mettre en place des boutiques d'intrants agricoles (communautaires et privées)
- Développer la production locale d'intrants agricoles (semences, blocs multinationnels, etc.)
- Appuyer le Laboratoire national de production de vaccins

Produit 4.2

Les activités de commercialisation des petits producteurs sont soutenues

Activités principales

- Faciliter le financement des acteurs (producteurs, commerçants, transporteurs)
- Développer le crédit sur nantissement des stocks (warrantage)
- Appuyer la mise en place de plateforme de e-commerce et de clusters commerciaux
- Faciliter l'écoulement et la commercialisation des produits maraîchers, piscicoles et d'origine animale sur les marchés

Produit 4.3

Les activités de conservation et de transformation des petits producteurs sont soutenues

Activités principales

- Valoriser les acquis liés aux infrastructures communautaires de base disponibles (entrepôts, aire de séchage, unités de transformation)
- Valoriser les techniques de conservation et de transformation traditionnelles
- Promouvoir les unités de transformation et de conservation des produits agricoles (sacs PICS, silos, etc.)

Protéger les moyens d'existence c'est sauver des vies

Contact

.....

Représentation de la FAO en République démocratique du Congo

Kinshasa, République démocratique du Congo
FAO-CD@fao.org

.....

Division des urgences et de la résilience de la FAO

Rome, Italie
PSE-Director@fao.org

.....

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

www.fao.org/emergencies
www.fao.org/resilience

CITATION RECOMMANDÉE

FAO. 2020. *République démocratique du Congo | Plan de réponse (avril-décembre 2020): Atténuer l'impact de la maladie à coronavirus 2019 (covid-19) sur la sécurité alimentaire.* Rome. <https://doi.org/10.4060/ca9159fr>



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO